

MARCHE FOUILLES ARCHEOLOGIQUES



Ministère de la Justice
Secrétariat Général
Direction Interrégionale Grand-Centre
Département Immobilier
4 rue Léon
Mauris BP 17724
21077 DIJON Cedex

FOUILLES ARCHEOLOGIQUES :

**RELATIF A L'EXTENSION DU PALAIS DE JUSTICE SUR LE SITE DE L'ANCIENNE MAISON
D'ARRET DE MACON POUR LA CREATION DE LA CITE JUDICIAIRE**

CAHIERS DES CLAUSES PARTICULIERES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

(CCATP N° CJ_MACON_fouilles du 14 novembre 2023)

Acheteur

Département immobilier de Dijon

Représentant de l'acheteur (RA)

M. ASSILA Hamidane

Objet du marché

FOUILLES ARCHEOLOGIQUES POUR L'EXTENSION DU PALAIS DE
JUSTICE SUR LE SITE DE L'ANCIENNE MAISON D'ARRET DE MACON
POUR LA CREATION DE LA CITE JUDICIAIRE

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES	5
1-1. Objet du marché et Normes	5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	6
1-3. Point de départ du délai d'exécution	7
1-4. Passation des commandes	7
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques	7
1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel	8
1-7. Dispositions générales	8
1-8. Ordres de service.....	11
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	11
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	12
3-1. Tranche(s) optionnelle(s)	12
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes	12
3-3. Variation dans les prix.....	13
3-4. Paiement direct des sous-traitants	15
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	15
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	15
4-2. Pénalités pour retard d'exécution	15
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution	16
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	16
5-1. Retenue de garantie	16
5-2. Avances	16
ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	17
ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE	17
7-1. Conditions d'exécution.....	17
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité	19
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	19
8-1. Admission	19
8-2. Garantie des prestations	20
ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION	20

9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	20
9-2. Résiliation	20
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES	21
10-1. PRESCRIPTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	21
10-2. ACCES AU SITE DE FOUILLE	21
10-3. Prescriptions de Chantier	22
10-4. MAIN D'ŒUVRE ET FRAIS DE PERSONNELS	23
10-5. TERRASSEMENTS	24
10-6. Remise en état du site	24
10-7. Communication autours des travaux de fouilles	24
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION	25
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	25

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

Le présent marché concerne les travaux de fouilles archéologiques relatives au projet de de réalisation de l'extension du tribunal de Mâcon en cité judiciaire sur le site de l'ancienne Maison d'Arrêt de Mâcon.

Les présentes fouilles archéologiques sont prescrites suite à l'arrêté préfectoral n°2023/477 du 3 octobre 2023

Elles intéressent une zone d'environ 1400 m² et portent sur des vestiges allant de l'époque médiévale à l'époque moderne.

Le présent marché est scindé en 4 phases :

- Phase préparatoire,
- Phase 01 : Réalisation des travaux de fouilles archéologiques,
- phase 02 : remise en état des zones fouillées
- Phase 03 : Analyse et rédaction du rapport d'études relatif aux travaux de fouilles.

Conformément à la réglementation en vigueur, le site a fait l'objet d'un diagnostic archéologique préventif réalisé en septembre 2022 sous la direction de Monsieur Daniel Barthelemy du service de l'INRAP BOURGOGNE FRANCHE COMTE. Au vu du diagnostic, Monsieur le Préfet de Région a prescrit des fouilles archéologiques préventives préalables aux travaux d'extension du tribunal.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

- phase préparation et documentaire de l'opération :
 - élaboration d'une note d'organisation de la stratégie d'intervention
 - PPSPS
 - un document bibliographique
- PLANS et relevés :
 - - plans topographiques détaillés depuis l'origine du décapage initial et tout au long de la phase fouilles
- phase post études : fourniture du rapport final d'intervention

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur ainsi que décrit ci-après :

Le maître d'ouvrage ne peut utiliser le résultat des prestations réalisées dans le cadre du marché que pour ses besoins propres. Cette utilisation comporte le droit de reproduire librement sur support au choix du maître d'ouvrage et de représenter les résultats des prestations. Le maître de l'ouvrage peut, après en avoir informé le titulaire du marché, publier des informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats obtenus, cette publication doit mentionner le titulaire du marché.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : 1, rue Léonce Lex, 71000 MACON, parcelles AY 141p, 144, 145p, 48p.

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).
2. Le chef de subdivision, de parc, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG sont applicables.

1-4. Passation des commandes

Sans objet.

1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Le marché comporte une tranche ferme et 3 tranche(s) optionnelle(s) désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	phase préparatoire, travaux de fouilles archéologiques, analyse et rédaction du rapport d'études et communication.
Tranche optionnelle 1	fouille et étude de 10 sépultures complètes (1/3)
Tranche optionnelle 2	fouille et étude de 10 sépultures complètes (2/3)
Tranche optionnelle 3	fouille et étude de 10 sépultures complètes (3/3)

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1-6.2 Sites sensibles

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1-7. Dispositions générales

1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-7.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur,

les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1-7.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.6. Clauses sociales et environnementales

1-7.6.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-7.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- arrêté du 3 octobre 2023 n° 2023/477
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

3-1.1. Délais limites de notification

Sans objet

3-1.2. Indemnité de dédit

Sans objet.

3-1.3. Indemnité d'attente

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément à l'article R2191-23 et suivants du code de la commande publique, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte	
<u>Phase Préparatoire</u>	20 %	A la remise de la note d'organisation et stratégie d'intervention
	10%	A la remise du PPSPS
	20%	A la remise de la note bibliographique
	50%	A la validation du MOA de l'ensemble des rendus
<u>Phase 1 :</u> Réalisation des travaux de fouilles archéologiques	10 %	à la réalisation du décapage initial et du rendu des plans de relevés
	70%	à l'avancement de la phase
	20%	à l'issue du PV de libérateur de remise du terrain
<u>Phase 3 : Analyse et rédaction du rapport d'études relatif aux travaux de fouilles</u>	40 %	à l'avancement de la phase et selon les compte-rendu trimestriel ou semestriel transmis à la MOA
	30%	à la remise du rapport final d'opération

	30%	A la validation du rapport final par le MOA
--	-----	---

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des

prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro" (m0) conformément à l'acte d'engagement.

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ;

3-3.4. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après, sous réserve que la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché soit postérieure de plus de 3 mois au mois d'établissement des prix :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

avec I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

I_{d-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché moins 3 mois.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement

en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;

- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, cette pénalité journalière est fixée à :

Tranche	Pénalité journalière
Ferme	150 euros
Optionnelle 1	100 euros
Optionnelle 2	100 euros
Optionnelle 3	100 euros

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect des obligations en matière de sécurité des travailleurs, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1500 €.

4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.3. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.4. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1500 €

4-3.5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1500 €

4-3.6. Autres pénalités diverses

Pour la bonne du chantier, il est impératif que le titulaire participe à une réunion de chantier hebdomadaire en phase chantier. En cas d'absence aux réunions de chantier, le maître d'ouvrage pourra appliquer, sur les acomptes mensuels, une pénalité, par absence constatée, de 200 euros.

Cette pénalité sera appliquée sur simple constatation du maître d'ouvrage qui seul peut décider de la liste des présents aux réunions de chantier. Elle sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Sans précision dans le compte rendu de chantier précédent, le titulaire devra être présent aux réunions hebdomadaires de chantier. La maîtrise d'ouvrage peut transformer ces retenues en pénalités définitives en cas de manquements répétés, sur simple décision, à tout moment du marché.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Droit à l'avance

En application de l'article R2191-3 du Code de la Commande publique, une avance est accordée au Titulaire (sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement) et sous réserve que le montant initial de son marché soit supérieur à 50.000 euros HT et que le délai d'exécution soit supérieur à 2 mois.

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 %

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5%

Il ne sera pas accordé d'avance pour les tranches optionnelles

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt.

Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles. Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

UTILISATION ET ENTRETIEN DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer la protection des réseaux d'assainissement en exploitation dans l'emprise de son chantier (maintien des tampons sur les regards, entretien des points d'engouffrement, etc...).

Le raccordement des réseaux propres aux bâtiments avec le réseau extérieur se fera au fur et à mesure de l'achèvement des travaux, à condition que les réseaux intérieurs possèdent tous leurs équipements définitifs. L'entrepreneur de maçonnerie devra assurer l'entretien de ces réseaux pendant toute la durée du chantier.

REPARATION DES DEGATS CAUSES AUX OUVRAGES EXISTANTS

Les dégâts causés par l'entrepreneur aux ouvrages de voiries, réseaux divers et d'aménagement général, seront réparés aux frais de l'entrepreneur.

Dans l'hypothèse où plusieurs entrepreneurs travailleraient en même temps sur le site, ces frais de

réparation seraient imputés au responsable des dégâts.

REPERAGE DES RESEAUX

Outre la réalisation des DICT, le titulaire devra prévoir dans son offre les éventuels repérages de réseaux complémentaires non répertoriés sur les DT/DICT. cette prestation comprend des éventuelles Opérations de géodétection pour repérage des réseaux superficiels et sécurisation des points des fouilles

Ce prix rémunère le repérage des réseaux existants et plus particulièrement :

- le marquage selon le code couleur en vigueur des réseaux existants et son maintien tout au long du chantier.
- les relations éventuelles avec les concessionnaires concernés dans les cas où les plans ne seraient pas classe de précision suffisante
- le balisage et la protection d'emegeances (coffret, candélabres, ...)
- le respect du règlement AIPR décrit dans le paragraphe "Documents généraux de référence contractuels"
- Opérations de géodétection pour repérage des réseaux superficiels et sécurisation des points des fouilles

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-1.3. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

8-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Garantie des prestations

ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION

9-1. Arrêt de l'exécution des prestations

Sans objet.

9-2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10-1. PRESCRIPTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Les prescriptions techniques sont définies dans les arrêtés de prescriptions de fouilles et les cahiers des charges scientifiques annexés au présent CCTP.

Conformément aux dispositions des articles R522-1, R523-60, R523-61 du code du patrimoine, un contrôle scientifique et technique est exercé par les services de l'État chargés de l'archéologie.

L'attention du titulaire est attirée sur la dénomination utilisée dans le cahier des charges scientifique. Le site de fouilles est concerné par 3 tranches optionnelles qui sont conditionné par une demande de la DRAC et par un affermissement de tranche du Maître d'Ouvrage. L'activation des tranches optionnelles de fouilles fera l'objet d'une transmission par écrit du maître d'ouvrage, sur la base

d'un avis écrit du Conservateur régional de l'archéologie, rendu dans les conditions définies dans le cahier des charges scientifique.

Dans sa prestation, le titulaire devra prendre en compte :

- l'analyse et l'inventaire du mobilier,
- la saisie des données,
- les études par les spécialistes,
- la DAO,
- la restitution topographique,
- la rédaction du rapport final d'opération,
- la synthèse et la remise du rapport au SRA pour validation, aux formats exigés au cahier des charges scientifique.
- la rédaction et la remise des documents demandés au CCTP pendant la phase post-fouilles.
- toutes sujétions de travail.

La prestation comprend également des prises de vues zénithales de la zone de fouille et notamment :

- l'amenée et le repli du matériel nécessaire,
- la réalisation des prises de vue,
- toutes sujétions d'exécution.

Pour la partie réalisation de levé topographique, le marché comprend l'utilisation d'une station topographique et notamment :

- l'amenée et le repli du matériel,
- toutes sujétions d'exécution.

10-2. ACCES AU SITE DE FOUILLE

Le site de fouilles est entièrement propriété de l'État – ministère de la Justice, maître d'ouvrage. Les travaux de fouilles devront être réalisés en site occupé et devront limiter au maximum les nuisances qui pourraient nuire au bon fonctionnement du tribunal. Des contraintes horaires seront imposées pour l'exécution des travaux bruyants. **Pour certains impératifs inhérents au fonctionnement du tribunal, certaines phases de chantier pourraient être décalées dans le temps. Le titulaire devra impérativement participer à une réunion de chantier hebdomadaire où il informera les utilisateurs des travaux à venir et de l'impact sur le fonctionnement du tribunal.**

Une attention particulière devra être prise aux abords immédiats des fondations des bâtiments existants.

La sécurité du site devra être maintenue par tous moyens de barriérage

Le prestataire devra prévoir une zone pour les besoins du chantier (stockage des déblais en particulier). Il pourra utilement y prévoir les installations de chantier. Cette zone devra être matérialisée sur un plan et validée par la MOA matérialisée sur le plan annexé au présent CCTP. Elle est également propriété de l'État.

L'accès au site de fouilles s'effectue depuis la rue Léonce Lex. Des mesures devront être prises pour limiter les risques d'intrusion. Il incombe au titulaire de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la fermeture physique et sécurisée du site 24h/24h. Certaines opérations (amenée et repli du matériel, par exemple) sont susceptibles de nécessiter ponctuellement la mise en place d'une signalisation temporaire sur les voies publiques voisines. Le cas échéant, la signalisation et

la protection du chantier sont à la charge du titulaire, et également l'élaboration des permissions de voiries.

10-3. Prescriptions de Chantier

Elles comprennent, en outre les prestations visées aux articles 31 et 37 du C.C.A.G. Travaux :

- l'amenée et les repliements des matériels et des bâtiments de chantier,
 - la fourniture et la mise en place des installations sanitaires,
 - les frais de branchement, d'aménagement et de fonctionnement des réseaux nécessaires au fonctionnement des diverses installations de chantier (eau potable, assainissement, électricité, ...)
- les préparations et les aménagements complémentaires ainsi que l'entretien des terrains destinés aux installations,
- les frais d'achat ou de location éventuelle de surfaces supplémentaires à celles mises gratuitement à la disposition du titulaire par le maître d'œuvre,
- les frais de clôture, de gardiennage des installations, et en particulier, les frais liés à la sécurisation physique du site de fouilles conformément aux dispositions du CCTP,
- les piquetages spéciaux et complémentaires, les vérifications d'implantations diverses qui incombent à l'opérateur économique ainsi que leur conservation,
- les frais d'établissement et de rédaction des documents divers, en particulier ceux documents demandés au CCAP et au CCTP pendant la période de préparation et la phase « terrain »,
- les dispositions relatives à l'hygiène et la sécurité,
- les dispositions relatives au respect et à la protection de l'environnement, en particulier la collecte et le traitement des eaux usées et autres effluents,
- les dispositions relatives à la prise en compte de la sécurité routière, notamment l'établissement des éventuels dossiers d'exploitation sous chantier et la signalisation temporaire
- la remise en état des lieux en fin de chantier et la préparation du constat contradictoire.

La nature, l'état et l'emplacement des voies et ouvrages existants qui pourront être utilisés pendant la période d'exécution des travaux par l'entrepreneur, feront l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement entre le Maître de l'Ouvrage et l'entrepreneur, au moment de l'ouverture de chantier, et aux frais de l'entrepreneur.

Le titulaire est en charge de la mise en œuvre d'une base vie conforme aux prescriptions du SPS et de son entretien.

Le titulaire aura à sa charge le nettoyage des voies, allées et trottoirs utilisés tant par ses propres engins et véhicules, que par ceux des autres corps d'état.

Il aura également à sa charge sur les voies ouvertes à la circulation, au droit des entrées et sorties de chantier, la mise en place et l'entretien des panneaux de signalisation routière indispensables ; des aires de nettoyage de camions équipées d'engins appropriés devront être installées aux différents sorties du chantier.

Tout manquement de l'entrepreneur à ses obligations, entraînera de plein droit, après constatation et mise en demeure restée sans effet au bout d'un délai de 24 heures :

- La fermeture des accès au chantier,
- Le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation par une entreprise désignée par le Maître de l'Ouvrage, aux frais, risques et périls de l'entrepreneur.

Les dégâts causés par l'entrepreneur aux ouvrages de voiries, réseaux divers et d'aménagement général, seront réparés aux frais de l'entrepreneur.

Dans l'hypothèse où plusieurs entrepreneurs travailleraient en même temps sur le site, ces frais de réparation seraient imputés de la façon suivante :

Au responsable des dégâts, s'il est connu,

Dans le cas contraire, les frais seraient répartis au prorata de l'importance de leur marché entre les entrepreneurs ayant eu des travaux en cours, pendant cette période et pour lesquels ces travaux présenteraient un risque possible de causer les dégâts constatés.

Tous les déchets de chantier (mis dans les bennes) seront transportés par le titulaire vers les centres de recyclages agréés.

Il devra le nettoyage de son chantier, la sortie et l'évacuation de ses gravats jusqu'aux bennes pris en compte dans le cadre du chantier de façon quotidienne et l'évacuation de ses matériels et matériaux excédentaires dès la fin de ses travaux ou tranche de travaux et à chaque fois qu'une gêne sera occasionnée à une autre entreprise pour la bonne marche du chantier. En cas de carence, le maître d'ouvrage fera exécuter ce travail par une entreprise de son choix. Les dépenses correspondantes, déterminées selon attachements, seront retenues sur les décomptes de travaux du ou des entreprises responsable(s).

Les bennes seront mises en place durant toute la durée du chantier.

Les entrepreneurs nettoieront dans tous les cas leurs postes de travail en fin de journée et ne devront installer aucun dépôt de matériaux, ni de décharges en dehors des aires réservées à cet effet.

Ces prescriptions dérogent à la circulaire du 15 février 2000 relative à la planification des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (BTP).

De plus ce nettoyage pourra être demandé autant de fois que nécessaire par le maître de l'ouvrage ou le coordonnateur SPS s'ils jugent que l'état de propreté du chantier n'est pas satisfaisant.

Avant les OPR, ou pour les états des lieux intermédiaires, l'entreprise devra enlever matériel, matériaux et déchets.

Pour le jour des Opérations Préalables à la Réception, il devra être réalisé un nettoyage complet du site

En compléments, les prestations à réaliser dans le cadre des travaux de fouilles archéologiques comprennent les éléments suivants :

- Démolition des murs actuellement présents dans l'emprise de fouille (mur séparant les parcelles 48 et 144/145 ; mur séparant la parcelle 144 de la petite cour qui occupe l'angle sud-est de l'emprise). Ces murs seront à démolir dans le cadre des travaux de fouilles, l'entreprise est chargée de conserver les pierres sèches sur site pour une utilisation ultérieurs, si possible. Les murs d'enceinte séparant le domaine public et le du tribunal devront impérativement être conservés.
- Débroussaillage et abattage d'arbres existants : Débroussaillage sur l'emprise du terrain, comprenant coupement et arrachage des taillis, broussailles, arbustes, haies et toutes autres végétations, compris arrachage des racines. Arrachage des arbres existants, enlèvement des souches et évacuation en décharge. Il devra être prévu tout le matériel nécessaire à la protection des biens et des personnes se trouvant à proximité du site. L'abattage des arbres devra être réalisé par des professionnels et une méthode appropriée devra être utilisée. Chargement et enlèvement hors du chantier de tous les produits du débroussaillage et de l'abattage, à toute distance. Le débroussaillage comprend le coupement et l'enlèvement des souches et racines de tous arbres pour tout diamètre.
- Démolition de maçonnerie en béton de toutes natures, y compris béton armé, non rémunérée dans les autres prix tels que les escaliers existants, massifs, plots, etc... : constat, avec le maître d'ouvrage, préalable pour les ouvrages visibles, lors de leur découverte

pour les ouvrages enterrés, découpe par sciage ou tout autre moyen des limites de démolition, fractionnement mécanique ou manuel des ouvrages en éléments chargeables et transportables par les engins présents sur le chantier, chargement, le transport et la mise en décharge des produits de démolition, y compris droits de décharge.

- Démontage et évacuation de l'appentis couvert de tôle ondulée compris dans le cadre des travaux de fouilles archéologiques. L'élément en fibrociment contenant de l'amiante, devra être traité et évacué.

10-4. MAIN D'ŒUVRE ET FRAIS DE PERSONNELS

le marché comprend l'ensemble des frais des personnels intervenant sur l'opération de fouilles (responsable d'opération, archéologue, techniciens, spécialistes, topographes...) et en outre les frais de personnel relatifs à :

- la coordination de l'équipe de fouille,
- la responsabilité des travaux,
- la mise au point du chantier lors de la phase préparatoire,
- la fourniture des matériels nécessaires aux travaux de fouille manuelle pour réaliser les prestations conformément au CCTP,
- la réalisation des travaux de fouilles,
- le piquetage de la zone,
- la réalisation des mesures permettant de dresser le plan des vestiges,
- la collecte et le classement du mobilier archéologique,
- la réalisation des croquis, dessins, photos et diverses notations favorisant la compréhension,
- toutes sujétions de travail.

10-5. TERRASSEMENTS

Les prestations de terrassement comprendront le décapage de la zone de fouilles, l'évacuation des déblais, ainsi que leur remise en place en fin de chantier.

Ce prix comprend notamment :

- le défrichement, le dessouchage éventuel et l'évacuation des déchets végétaux,
- l'extraction des matériaux sur des hauteurs variables, par passes successives jusqu'à l'apparition des vestiges, sous contrôle du responsable d'opération,
- la mise en dépôt des déblais,
- la remise en place des déblais,
- toutes sujétions de travail dues à la nature des terrains.

Pour réaliser ces prestations, le titulaire devra disposer d'engins de chantier nécessaires à la bonne tenue des fouilles et de l'engagement calendaire. La prestation comprend notamment :

- la location des engins de chantiers pendant la durée nécessaire aux travaux de terrassements,
- la rémunération de son conducteur,
- le transfert des engins de chantier sur la zone de fouille notamment l'amenée des engins de chantier et le repliement des engins
- le drainage et le pompage de la zone de fouille notamment la fourniture des matériels, son fonctionnement pendant la durée des travaux pour effectuer le pompage et le drainage,
- le conduit de rabattement à l'extérieur de la zone des travaux (vers un point bas),
- les dispositifs éventuels de traitement des eaux,
- le repliement des matériels à la fin des travaux.

10-6. Remise en état du site

Le marché comprend la remise en état du site après validation de la fin des prescriptions de fouilles de la phase terrain. Le titulaire devra combler les trous faits dans le cadre des fouilles. La plateforme pourra être conservé au niveau des têtes de pieux.

10-7. Communication autour des travaux de fouilles

Sont ajoutés au périmètre du marché des prestations relatives à la communication sur les travaux. Pour rappel, le titulaire doit fournir dans le cadre de son offre une note détaillant son programme de communication qu'il souhaite mettre en place autour de ces interventions de fouilles.

En outre, et au minimum, le titulaire transmettra au maître d'ouvrage des courts documents de vulgarisation, détaillant l'opération et ses premiers résultats, à des fins de communication. Ces documents, à destination du grand public, doivent employer un vocabulaire non spécialisé accessible à tous.

Il est prévu à minima :

- la conception, la production, la réalisation et la pose d'un ou 2 panneaux d'information à poser sur le domaine public ou en limite du domaine public comprenant un premier accompagné de photographies d'illustration en couleur de dimension minimum de 1.5m*1.0m dans un matériaux imputrescible et solide, dans un délai d'un mois après le démarrage de la phase « terrain » ;
- un premier article (environ une page) accompagné de photographies d'illustration, dans un délai d'un mois après le démarrage de la phase « terrain » ;
- un second article similaire, dans un délai d'un mois après le démarrage de la phase « post-fouilles » ;
- une plaquette de présentation illustrée, de type « dépliant » au format A4 recto-verso au format paysage (6 colonnes de contenu), dans un délai de six mois après le démarrage de la phase « postfouilles ».
- l'animation, la préparation et la participation à une réunion d'information auprès du personnel Justice et une réunion d'information pour le grand public.

Des demandes complémentaires peuvent être formalisées en fonction des besoins, par le maître d'ouvrage.

Les formats de fichiers attendus sont décrits à l'article 11 du présent CCTP.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
		déroge à l'article
CCAP 4.2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG 3ème
		alinéa
CCAP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes